

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 24 – du 12 juin au 19 juin 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE ISRAËL-IRAN

Les conséquences économiques de la guerre entre Israël et l'Iran sont incertaines et dépendront de l'intensité et de la durée des opérations militaires.

En première analyse, l'impact sur les économies du Proche-Orient apparaît hétérogène. Trois pays sont directement concernés : l'Iran, Israël et les Territoires palestiniens (TP). Les autres économies (Égypte, Jordanie, Irak, Liban, Syrie), qui sont – à des degrés divers – fragiles et déjà perturbées depuis le 7 octobre 2023, pourraient être indirectement affectées.

Les infrastructures économiques vitales sont ciblées tant en Iran qu'en Israël.

Au plan énergétique, l'une des principales raffineries de l'Iran a été touchée, ainsi que des dépôts de carburants. Une explosion a atteint le complexe d'Asalouyeh (centre de traitement du champ gazier de South Pars) dans la région de Bushehr, ainsi que la phase 14 de South Pars, entraînant une suspension partielle de la production (-12 M m³/j de gaz, destiné au marché domestique). En Israël, le groupe Bazan a fermé les installations de sa raffinerie de pétrole dans la baie de Haïfa après un impact direct de missile qui a endommagé sa centrale électrique. Par ailleurs, l'opération des champs gaziers de Leviathan (dont la production est exportée à 89%) et de Karish (destinée au marché domestique) a été suspendue. Le transport aérien est aussi fortement perturbé. En Israël, l'aéroport Ben Gourion a été fermé et des vols El Al ont été annulés. En Iran, des infrastructures aéroportuaires ont été ciblées, notamment à Mehrabad et à Mashhad.

L'impact macroéconomique dans les trois pays pourrait être significatif. La guerre perturbe fortement l'activité et les déplacements des travailleurs. En Israël, la mobilisation extensive des réservistes et les perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentent les pressions inflationnistes. Au plan budgétaire, Israël pourrait être contraint d'adopter une loi de finances rectificative. En Iran, le manque à gagner de l'arrêt des exportations de pétrole brut représente environ 80 M\$/jour. Dans les TP, le contexte de guerre accentue des difficultés socioéconomiques déjà exacerbées.

Les autres économies de la région devraient être indirectement impactées, en particulier au plan énergétique.

Tandis que la hausse des prix du pétrole pourrait provoquer des pressions inflationnistes, l'approvisionnement énergétique de la Jordanie et de l'Égypte est dépendant d'Israël et donc menacé suite à la suspension des exportations israéliennes de gaz. Tandis qu'il pourrait s'accompagner en Égypte de pénuries d'électricité pendant la période estivale, la Jordanie (où 80% de l'électricité est produite à partir du gaz israélien) craint un « shutdown ». Par ailleurs, l'économie irakienne est très dépendante de l'Iran, dans la mesure où 20% à 30% de son électricité serait produite à partir de gaz iranien, ce qui fait craindre des pénuries d'électricité.

Le conflit pourrait en outre aggraver les fragilités macroéconomiques de l'Égypte et de la Jordanie. Le secteur touristique est déjà fortement affecté en Égypte, en Jordanie (où il représente 15% du PIB) et au Liban (où ses recettes équivalent à 17% du PIB). En Jordanie, la consommation est atone depuis octobre 2023 et le déficit courant (-5,9 % en 2024) risque de se détériorer. En Égypte, les pressions sur la livre se sont renforcées du fait de sorties de capitaux étrangers, et l'inflation pourrait être alimentée par le renchérissement des prix du pétrole et gaz. En outre, les rentes traditionnelles de l'Égypte pourraient être davantage fragilisées (transferts de la diaspora, revenus touristiques, recettes du canal de Suez). Une dépréciation significative de la livre et une hausse du prix du pétrole accentueraient les pressions budgétaires. Or, une hausse de l'endettement public pèserait sur le service de la dette qui atteint déjà des niveaux préoccupants (45% des dépenses et 80% des recettes).

LE CHIFFRE À RETENIR

80%

**PART D'ÉLECTRICITÉ JORDANIENNE
PRODUITE AVEC DU GAZ ISRAËLIEN**

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. L'INITIATIVE DE RÈGLEMENT FISCAL A GÉNÉRÉ 6 MDS\$ DE RECETTES

La première phase de l'initiative de règlement fiscal a [attiré](#) 30 000 demandes, générant 300 Mds EGP (6,1 Mds USD), un montant qui pourrait être porté à près de 800 Mds EGP (16 Mds USD) d'ici fin juin. Le ministère des Finances a prolongé jusqu'au 12 août le délai limite pour régler les litiges fiscaux antérieurs à 2020, permettant aux entreprises de s'acquitter d'un pourcentage fixe des impôts dus en quatre versements, sans pénalités de retard ni intérêts supplémentaires. Cette mesure s'inscrit dans une stratégie plus large d'élargissement de l'assiette fiscale soutenue par le FMI, reposant sur l'intégration de l'économie informelle et la simplification du système fiscal. Le gouvernement prévoit ainsi de porter les recettes fiscales à environ 2 600 Mds EGP (53 Mds USD) pour l'exercice 2025/2026. Un second paquet d'incitations fiscales est en cours d'élaboration et devrait être lancé d'ici la fin de l'année.

2. HAUSSE DES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS EN MARS

Les transferts de la diaspora égyptienne ont [augmenté](#) pour le treizième mois consécutif, atteignant 3,4 Mds USD en mars 2025, soit une hausse de 63,7% en g.a et de 13% par rapport au mois de février, selon les données de la Banque Centrale d'Égypte. Soutenus par la libéralisation de la livre égyptienne en mars 2024, ayant mis fin au marché parallèle non officiel, les transferts ont atteint un niveau record au cours des neuf premiers mois de l'exercice budgétaire en cours, avec environ 26,4 Mds USD, en hausse de 82,7% en g.a. Les analystes anticipent 32 Mds USD d'entrées pour l'exercice en cours.

3. STELLANTIS LANCE LA PRODUCTION DE LA CITROËN C4X EN ÉGYPTE

Le groupe français Stellantis a lancé la production du modèle Citroën C4X dans les usines de l'Organisation arabe pour l'industrialisation (AOI), selon un [communiqué](#) de la Présidence de la République. Le projet prévoit la fabrication de 7 000 unités par an pendant 4 ans, soit un total de 28 000 unités, avec un taux d'intégration locale de 45%. L'AOI a également annoncé le lancement, fin 2026, de la production de 240 000 unités d'un nouveau modèle Stellantis, exclusivement assemblé en Égypte. Ces projets s'inscrivent dans le plan d'investissement de 116 M EUR présenté l'an dernier par le groupe pour la production locale de quatre modèles de véhicules. Ils constituent également une nouvelle étape dans la stratégie nationale égyptienne de localisation de l'industrie

automobile, qui vise à réduire les importations, générer des devises et renforcer les capacités industrielles du pays.

IRAK

1. TOTAL ÉNERGIES OCTROIE UN CONTRAT DE 294 M\$ À UNE ENTREPRISE CHINOISE POUR LA CONSTRUCTION D'UN GAZODUC

TotalEnergies a attribué un contrat EPC (*Engineering Construction Procurement*) d'un montant de 294 M\$ à l'entreprise China Petroleum Pipeline Engineering pour la construction d'un gazoduc de près de 200 km reliant les champs de pétrole de Majnoon et de West Qurna2 à l'usine en construction de traitement de gaz d'Artawi. La durée des travaux est de 36 mois. Ce contrat fait partie du projet de récupération de gaz associé à la production de pétrole, aujourd'hui brûlé et relâché dans l'atmosphère, et à son traitement pour utilisation comme combustible pour la production d'électricité

2. INAUGURATION D'UNE NOUVELLE MINOTERIE POUVANT COUVRIR 50% DE LA DEMANDE NATIONALE

Le Premier Ministre Chia Al-Soudani a inauguré une minoterie d'une capacité de production de 1 million de tonnes de farines de haute qualité du groupe agroalimentaire irakien Etihad Food Industries. L'usine couvre environ 50% de la consommation nationale et vient se substituer à des importations de farines pour un montant annuel estimé à 750 M\$. Située dans la province de Babylone, l'usine a été construite en un an et les six lignes de production ont été fournies par le groupe suisse Bühler. Etihad Food Industries est un des plus grands groupes agroalimentaires au Moyen-Orient avec des unités de production modernes aux plus hauts standards de qualité. Etihad Group possède par ailleurs un complexe intégré de production de volailles et d'œufs, une raffinerie de sucre, une raffinerie d'huiles végétales et un terminal portuaire d'importation de sucre et d'huile. Le groupe a prévu de se diversifier dans deux projets majeurs : un complexe intégré d'élevage bovin associé à une usine de produits laitiers et des plantations d'oliviers pour la production d'huile. Dans l'industrie, Etihad Group vient de lancer la construction d'une usine de fabrication de transformateurs, de câbles électriques et de compteurs intelligents

ISRAËL

1. LA PLUS GRANDE RAFFINERIE DU PAYS PARALYSÉE PAR UNE FRAPPE IRANIENNE

Le groupe Bazan a fermé les installations de sa raffinerie de pétrole dans la baie de Haïfa après un impact direct

de missile le 16 juin qui a endommagé des conduites et la centrale électrique. Le cours de l'action a été suspendu pour une journée. Bazan est responsable de la production de 60% du diesel pour les transports en Israël et d'environ la moitié de l'essence pour les transports dans le pays. Le gouvernement se veut rassurant sur la capacité de l'industrie énergétique pour répondre aux besoins nationaux. Il prévoit un redémarrage partiel dans un mois et assure qu'aucune pénurie de carburant n'est attendue. Le groupe Sonol a pourtant informé ses clients de potentielles interruptions dans l'approvisionnement de carburant, mais les déplacements limités de la population israélienne en raison de la situation contiennent le risque de pénurie à court-terme.

2. S & P MAINTIENT POUR L'INSTANT LA NOTE SOUVERAINE D'ISRAËL

L'agence de notation S&P a annoncé le 17 juin que le conflit entre Israël et l'Iran n'entraînera pas de changement de la note de crédit du gouvernement israélien à ce stade. Cependant, elle précise qu'« une escalade du conflit entre Israël et l'Iran met en évidence les scénarios de risque géopolitique pour les pays et les banques de la région ». S&P mentionne des risques tels que la perturbation des principales voies de transport, les fluctuations des prix de l'énergie, le déclin du tourisme, la fuite des capitaux, l'augmentation des dépenses de défense et l'affaiblissement de la confiance des consommateurs et des investisseurs. Pour mémoire, S&P a déjà dégradé la note de crédit d'Israël à deux reprises : de AA- à A+ (avec perspective négative) en avril 2024, puis de A+ à A (perspective négative) en octobre 2024.

3. BAISSÉ INATTENDUE DE L'INFLATION AU MOIS DE MAI

Selon les chiffres publiés le 15 juin par le Bureau central des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) d'Israël a baissé de manière inattendue de 0,3 % en mai, contrairement aux prévisions des analystes. En glissement annuel, l'inflation est passée de 3,6 % fin avril à 3,1% fin mai, soit un taux qui se rapproche de la limite supérieure de la fourchette cible définie par la Banque d'Israël (1- 3 %). Selon le communiqué du Bureau central des statistiques, les prix des logements ont baissé entre février-mars 2025 et mars-avril 2025 de 0,1% en moyenne pour le deuxième mois consécutif.

4. PLUS DE 30 000 DEMANDES D'INDEMNISATION POUR DES DOMMAGES DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT ISRAËL-IRAN

L'administration fiscale a indiqué le 20 juin que 30 735 demandes d'indemnisation ont été reçues par le Fonds israélien de compensation des dommages depuis l'éclatement de la guerre entre Israël et l'Iran. 25 040 demandes concernent des dommages aux bâtiments,

2 623 des dommages aux véhicules et 3 006 des dommages au contenu et à d'autres biens. 8 190 personnes ont été évacuées de leur domicile. En 2025, le fonds israélien de compensation des dommages dispose d'un budget total estimé à environ 17,5 Mds ILS (environ 4 Mds EUR). Ce montant se compose de deux parties distinctes : une réserve déjà disponible de 9,5 Mds ILS, actuellement détenue par le fonds et une enveloppe supplémentaire de 8 Mds ILS que l'État peut abonder via des crédits en cas d'escalade sécuritaire liée à la guerre.

5. LE MINISTRE DES FINANCES DEMANDE UNE AUGMENTATION DE 930 M€ DU BUDGET DE LA DÉFENSE

Le 19 juin, le Ministre israélien des Finances, M. Bezalel Smotrich a saisi la Commission des finances de la Knesset pour demander une augmentation du budget de la défense de 3,7 Mds ILS (930 M EUR). Cette somme inclut 3 Mds ILS issus d'une réserve prévue dans le cadre du budget 2025 pour des besoins sécuritaires, le Ministre motivant son utilisation par la prolongation du conflit, et 700 M ILS supplémentaires pour lesquels aucune justification publique n'a été donnée - l'explication, classifiée, sera réservée à la commission conjointe du budget de la défense. Pour rappel, avant même l'escalade en cours avec l'Iran, l'establishment sécuritaire israélien estimait que les dépenses de Tsahal pour 2025 allaient dépasser de 25 Mds ILS le budget de la défense approuvé trois mois plus tôt à 110 Mds ILS. Cette estimation est actuellement à l'étude au ministère des Finances et pourrait entraîner l'adoption d'une loi de finances rectificative.

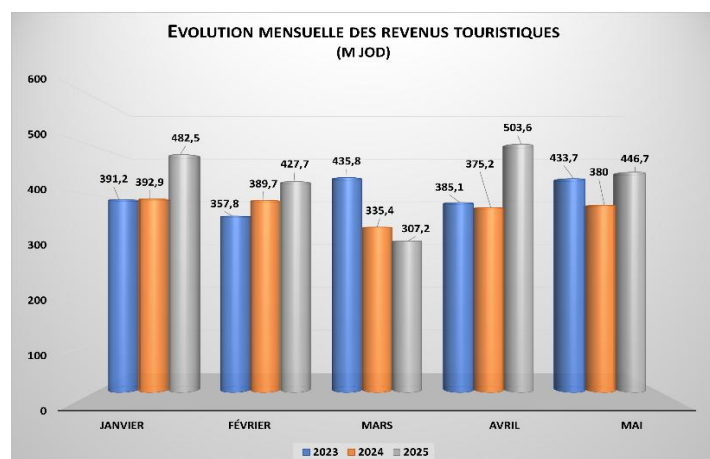
6. MISE EN PLACE DES 1^{ER} VOLS DE RAPATRIEMENT POUR LES ISRAËLIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

Le 19 juin, la compagnie El Al a opéré huit nouveaux vols de rapatriement au départ des villes suivantes : Larnaca (Chypre), Budapest, Athènes, Milan, Rome et Londres (Luton). Le premier vol d'El Al a atterri le 18 juin au matin à l'aéroport Ben Gourion et a ramené en Israël des passagers depuis Larnaca. Selon le plan établi, il faudra probablement plusieurs semaines pour rapatrier tous les Israéliens qui le souhaitent par voie aérienne, même si une minorité pourrait regagner Israël par d'autres moyens. Le Ministère des Transports estime que les compagnies aériennes israéliennes devraient rapatrier environ 3 500 passagers par jour entre 6h00 et 19h00 à l'aéroport Ben Gourion et de Haïfa. El Al prévoit des vols de rapatriement depuis : Larnaca, Athènes, Rome, Milan, Paris, voire New York et Bangkok. Arkia assure des vols depuis Karpathos (Grèce), Larnaca et Tivat (Monténégro). Air Haïfa opère des vols de Larnaca vers l'aéroport de Haïfa.

JORDANIE

1. HAUSSE DE RECETTES TOURISTIQUES SUR LES 5 PREMIERS MOIS DE 2025

Selon les données préliminaires de la Banque Centrale de Jordanie (BCJ), sur les 5 premiers mois de 2025, les revenus cumulés du tourisme s'élèvent à 3 Mds USD, en hausse de +15,7% en glissement annuel (g.a.). Sur cette même période, le nombre d'arrivées de touristes a augmenté de +20,6% en g.a. Cette croissance concerne toutes les catégories de visiteurs, avec une hausse notable des dépenses des expatriés jordaniens (+29,5%), des européens (+16,9%) et des américains et autres nationalités (+42,1% combinés). Cependant, depuis le 13 juin et le début du conflit entre Israël et l'Iran, la Jordanie enregistre à nouveau une baisse du tourisme avec un taux d'annulation dans les hôtels à Amman de 24%, pour un taux d'occupation de 34%, de 10% à la Mer morte, pour un taux d'occupation également de 34%, et de 17% à Petra, pour un taux d'occupation de 10%.



2. PLAN D'URGENCE POUR FAIRE FACE À LA SUSPENSION DES LIVRAISONS DE GAZ PAR ISRAËL

Le 16 juin, après l'annonce par Israël de l'arrêt temporaire, par mesure de sécurité, de l'exploitation du champ de Léviathan et la suspension des livraisons de gaz à la Jordanie, l'opérateur public jordanien NEPCO a annoncé avoir activé un plan d'urgence. Ce plan comprendrait deux mesures principales : (i) la mise en service d'une unité flottante de GNL à Aqaba et (ii) des coupures dans l'approvisionnement en gaz de certaines usines. Le ministère de l'Énergie et des Ressources Minérales a par ailleurs négocié avec l'Égypte la livraison de 100 M de pieds cubes de gaz naturel par jour. En parallèle, les centrales au gaz du Royaume vont utiliser provisoirement du fioul et du gasoil et le fonctionnement de la centrale de combustion de schiste bitumeux d'Attarat a été poussé au maximum de sa capacité, produisant 16% des besoins quotidiens en électricité du pays.

LIBAN

1. REBOND DU TRAFIC DE CONTENEURS AU PORT DE BEYROUTH

Le port de Beyrouth, principale porte d'entrée des marchandises au Liban, a enregistré une hausse de +11,4% de son trafic de conteneurs sur les 4 premiers mois de 2025 comparé aux 4 premiers mois de 2024. Tandis que l'activité de transbordement de conteneurs a diminué de -14,8% en glissement annuel (g.a.), les volumes locaux ont progressé de +22,7% en g.a. Cette dynamique pourrait traduire une reprise de l'activité économique en début d'année 2025, alors que le début d'année 2024 était marqué par une dégradation du contexte sécuritaire.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. SITUATION FINANCIÈRE DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Le gouvernement palestinien a appelé les pays arabes à lui fournir « un filet de sécurité financière » pour faire face à ses obligations, dans un contexte de crise économique persistante. Le Premier Ministre Mohammad Mustafa a adressé une lettre officielle au secrétaire général de la Ligue arabe dans laquelle il appelle à soutenir les efforts visant à contraindre Israël à restituer les fonds de compensation.

Le Premier Ministre a souligné les pressions croissantes auxquelles fait face la population palestinienne, rappelant que le gouvernement doit assurer les salaires de 170 000 personnes et les aides sociales pour 150 000 familles, ainsi que répondre aux besoins persistants dans la bande de Gaza.

En avril, seuls 35% des salaires ont été versés. La deuxième tranche est en attente, car Israël n'a pas transféré les recettes fiscales du mois d'avril. Selon le ministère des finances palestiniens, le montant total des fonds retenus par Israël s'élève à 7,7 Mds NIS (2,2 Mds USD) fin mai 2025.

2. LE NOMBRE DES RÉFUGIÉS ENREGISTRÉS AUPRÈS DE L'UNRWA À 5,9 M

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, le Bureau palestinien des statistiques a révélé que près de 5,9 millions de réfugiés palestiniens étaient enregistrés auprès de l'UNRWA jusqu'en août 2023. Environ 2,5 millions vivent en Cisjordanie et à Gaza, représentant 42% de l'ensemble des réfugiés (15% en Cisjordanie et 27% à Gaza). En Jordanie, ils constituent 40% des réfugiés enregistrés, contre 8% au Liban et 10% en Syrie. Le rapport souligne que ces chiffres sont inférieurs à la réalité, car ils n'incluent pas les réfugiés non enregistrés ni ceux déplacés après 1949 et durant la guerre de 1967.

La moitié des Palestiniens vivent hors de la Palestine historique. À Gaza, 66% de la population sont des réfugiés, et près de 2 millions de personnes ont été déplacées depuis octobre 2023 dans la bande de Gaza et 50 000 palestiniens en Cisjordanie.

3. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE DE TRANSFERT DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE JÉNINE

La Haute Autorité des zones industrielles et la société Jénine pour le développement et la gestion de la zone industrielle ont signé un protocole actant le transfert officiel de la gestion des infrastructures achevées de la zone industrielle de Jénine.

La cérémonie, tenue sous l'égide du Premier Ministre Mohammad Mustafa, marque une étape clé dans le

projet. Le Premier Ministre a souligné l'importance de cette zone pour revitaliser le secteur industriel palestinien, appelant à renforcer les investissements, notamment de la Turquie et de l'Allemagne.

Le projet s'étend sur 93,3 hectares et devrait, une fois achevé, accueillir plus de 130 entreprises et générer plus de 5 000 emplois. La société gestionnaire est un consortium palestino-turc réunissant le Fonds d'investissement palestinien et l'Union turque des chambres de commerce (TOBB-BIS).

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	96	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,6	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	47,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS **A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr